

LES EFFETS CORROSIFS DE LA CORRUPTION SUR LA STABILITÉ POLITIQUE

L'extrême faiblesse des contrôles

C'est l'environnement direct dans lequel évoluent l'agent public et l'agent privé qui va permettre et favoriser l'émergence de la corruption. L'organisation et la gestion des administrations et institutions publiques en Algérie souffrent trop souvent de lourdeurs et de dysfonctionnements qui vont les rendre particulièrement vulnérables à la corruption. La multiplication des réglementations contraignantes et complexes et la faiblesse des contrôles y sont des caractéristiques fréquentes.

«L'Algérie est un pays miné par la corruption» : le propos indigné du président Abdelaziz Bouteflika a été lâché lors d'un meeting tenu le 30 août 1999. Le constat dressé sans complaisance ne paraît pas avoir nettement changé depuis. Lors d'un meeting populaire entrant dans le cadre de la campagne électorale pour les «locales», à Oran le 11 novembre 2007, Ahmed Ouyahia, secrétaire général du parti du Rassemblement national démocratique (RND) et chef du gouvernement depuis, tenait les propos suivants au sujet de la corruption et de la mauvaise gestion (*Le Soir d'Algérie* du 12 novembre 2007) : «J'ai un

LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION DANS LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION L'Unesco organise un cours international à Paris

L'université d'été de l'IPE — Institut international de planification de l'éducation, Unesco —, qui traitera cette année du thème de la «Transparence, responsabilité et mesures de lutte contre la corruption dans le secteur de l'éducation», aura lieu du 22 septembre au 3 octobre 2008 à Paris. Elle est organisée en partenariat notamment avec l'Open Society Institute et l'Institut de la Banque mondiale.

Appels d'offres truqués, détournements de fonds, droits d'inscription illégaux, fraude académique — les témoignages sur la corruption dans le secteur de l'éducation sont légion. Des études récentes indiquent que la déperdition de fonds entre les ministères de l'Éducation et les établissements scolaires peut atteindre 80% de la totalité des sommes allouées (dépenses non salariales) dans certains pays. Les pots-de-vin et les dessous-de-table dans le recrutement des professeurs tendent à faire baisser la qualité des enseignants ; les frais d'entrée illicites dans les établissements scolaires et autres coûts cachés contribuent à faire diminuer le nombre des inscriptions et à augmenter les taux d'échec scolaire.

Depuis 2001, l'Institut international de planification de l'éducation de l'Unesco (IPE) mène une recherche sur l'Éthique et la corruption dans l'éducation dans le but d'évaluer la nature et l'étendue du problème, et d'identifier les bonnes pratiques et les solutions.

Il porte sur plusieurs domaines sujets à des pratiques corrompues comme le financement des écoles, la gestion et le comportement des enseignants, les contrats publics, la production et la distribution de manuels scolaires, l'organisation des examens, l'accréditation des établissements d'enseignement supérieur, les cours particuliers, et bien d'autres encore. A ce jour, ce projet a permis d'organiser de nombreux séminaires politiques, d'ateliers de formation, de visites d'études et de cours en Afrique, en Asie, en Amérique latine ainsi qu'en Europe de l'Est et du Sud-Est. A partir des résultats du projet, un premier cours international en anglais s'est tenu en juin 2007 à l'IPE. Le premier cours international en français sur cette question est lancé aujourd'hui.

ami, qui est toujours ministre et en poste très important au gouvernement, lorsque nous parlons de la corruption qui existe au plus haut niveau de l'Etat, il me disait qu'il ne faudra pas non plus oublier de parler et de mettre un terme à la corruption et à la dilapidation en dessous (les communes) et qui se font à coups de centaines, voire de milliards qui partent.»

A ce sujet, il préconise et insiste sur la nécessité d'élaborer un texte de loi plus sévère lorsqu'il s'agit «d'élus fraudeurs et dilapidateurs». Toujours au sujet de la corruption, il qualifie certains élus de «bandes de voyous, d'affairistes, de lobbies, qui font gérer les communes, c'est à cette réalité qu'il faut faire face et la corruption doit être déracinée coûte que coûte». Mais là aussi, c'est juste un constat : non seulement rien n'est fait par le gouvernement pour mettre un frein à la généralisation de ce fléau, mais des mesures sont prises — comme l'«ouverture» de la réglementation sur les marchés publics (voir encadré ci-contre), qui font le lit de la corruption. La corruption ne respecte pas les frontières, ne fait pas de distinctions économiques et gangrène toutes les formes de gouvernement.

À long terme, aucun pays ne peut se permettre de supporter les coûts sociaux, politiques ou économiques qu'induit la corruption. Il n'y a pas si longtemps, corrompre des agents publics dans des pays étrangers pour obtenir des marchés constituait une pratique commerciale, sinon acceptable, du moins tolérée dans de nombreux pays. Aujourd'hui, le dossier de la corruption fait partie des principales préoccupations des

pouvoirs publics à l'échelle mondiale car ses répercussions dramatiques sur le développement économique et ses effets corrosifs sur la stabilité politique et les institutions démocratiques sont devenus de plus en plus évidents.

La réalisation d'achats ou de projets non prioritaires

Aucun pays n'est entièrement exempt de corruption. Mais lorsque la corruption prend des proportions telles qu'elle risque de freiner la croissance économique et de contrarier les efforts accomplis en vue d'instaurer une bonne gouvernance, elle entraîne la dégénérescence générale du tissu social. Obstacle au développement durable, la corruption peut éventuellement aggraver les disparités économiques et favoriser la criminalité organisée.

En fait, si la corruption se développe sans entrave, la démocratie peut difficilement s'épanouir, la liberté se répandre, la justice prévaloir. Depuis quelques années, les efforts accomplis à l'échelle internationale pour combattre la corruption, encourager la transparence et accroître la responsabilité prennent de l'ampleur, parce que l'on comprend mieux le coût politique, économique et social de la corruption.

S'il est difficile de chiffrer les coûts de la corruption de par la nature même des pratiques en cause, il est clair que, compte tenu du niveau des enjeux, les économies ne peuvent se permettre d'en supporter le poids, surtout dans les pays en développement. En termes de coûts directs, la corruption entraîne des pertes financières énormes pour l'État, la réalisation d'achats ou de projets non prioritaires, voire totalement inutiles, le renchérissement des prix et la baisse de la qualité des services publics. En termes de coûts indirects, la corruption

provoque la fuite des investisseurs étrangers, crée des distorsions dans le fonctionnement de l'économie de marché et porte un préjudice socio-économique aux entreprises compétitives. Elle a un impact négatif sur le cadre et la qualité de vie (architecture, services publics, santé, etc.), sur les ressources humaines où la «confiance» prévaut sur la compétence et peut générer un climat de risque où les responsables intègres sont parfois menacés de violence.

Généralisation de la criminalité organisée

Si les méfaits de la corruption ont longtemps été sous-estimés, voire ignorés, pour diverses raisons plus ou moins avouables — absence de mesures empiriques fiables, logique de la guerre froide faisant de la corruption un moyen des deux grands blocs pour s'allier les pays en développement, etc. —, ils sont depuis les années 1990 largement reconnus : pauvreté, retards de développement, dérèglement politique et atteinte à la démocratie, généralisation de la criminalité organisée et de trafics en tous genres... Les tentacules de la corruption s'étendent dans chacune des sphères de la vie publique et privée, rendant la production des biens publics de base (santé, nourriture, démocratie...) impossible dans la plupart des pays en développement. L'Algérie n'échappe pas à ce constat, malgré les importantes recettes issues de ses ressources naturelles qu'elle engrange chaque année. L'Algérie, pays riche et peuple pauvre ? Le coût de la corruption pour les algériens est très élevé : Etat déliquescant, terrorisme sempiternellement «résiduel», pouvoir rentier, économie en faillite, pauvreté et marginalisation de masse, taux de chômage trop élevé, administration publique gangrenée et obsolète, etc.

Djilali Hadjadj

UNE NOUVELLE RÉGLEMENTATION POUR L'IGF Changement dans la continuité de... l'inaction

Les attributions de l'Inspection Générale des Finances (IGF) ainsi que l'organisation des structures centrales et régionales de cet organe de contrôle ont fait l'objet de nouveaux décrets exécutifs, au nombre de 3, parus au *Journal officiel* n°50 daté du 7 septembre 2008 (www.joradp.dz). Dans le décret exécutif fixant les attributions de l'IGF, il est souligné que cet organe de contrôle permanent exerce sa mission de contrôle sur la gestion financière et comptable des services de l'Etat, des collectivités territoriales ainsi que sur les institutions, organes et établissements soumis aux règles de la comptabilité publique.

Son contrôle concerne également, ajoute le décret, les Etablissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC), les organismes de sécurité sociale relevant du régime général et obligatoire, tous les organismes à vocation sociale et culturelle bénéficiant du concours de l'Etat ou d'organismes publics, ainsi que tout autre établissement public quel que soit son statut juridique. L'IGF contrôle aussi l'utilisation des ressources collectées, lors de campagnes de solidarité, par les organismes ou associations qui font appel à la générosité publique pour soutenir notamment des causes humanitaires, sociales, scientifiques, éducatives, culturelles et sportives. En outre, toute autre personne morale bénéficiant du concours financier de l'Etat, d'une collectivité locale ou d'un organisme public (à titre de participation ou sous forme de subvention, de prêt, d'avance ou de garantie) fait l'objet de contrôle de l'IGF. Concernant les interventions de l'IGF, le texte précise qu'elles portent sur l'évaluation des performances des systèmes budgétaires, l'évaluation économique et financière d'une activité globale, sectorielle ou de branche ou d'une entité économique, l'audit et l'évaluation des conditions de gestion et d'exploitation des services publics par les entreprises concessionnaires. Elle peut également procéder à l'évaluation des conditions de mise en œuvre des politiques publiques ainsi que leurs résultats. Pour entreprendre l'ensemble de ces actions, l'IGF intervient à travers des missions de

contrôle, d'enquête ou d'expertise portant sur la possibilité de contrôler la passation et l'exécution des marchés et commandes publics, l'exactitude, la sincérité et la régularité des comptabilités, précise le texte.

Une Cour parallèle des... règlements de compte !

Sont contrôlées également les conditions d'octroi et d'utilisation des subventions accordées par l'Etat, les collectivités territoriales et les organismes et établissements publics, la conformité des dépenses effectuées par rapport aux objectifs poursuivis par l'appel à la générosité publique. Les opérations de contrôle de l'IGF sont fixées dans un programme annuel, établi et soumis au ministre des Finances durant le premier bimestre de l'année : ce rapport n'est pas rendu public.

Ce programme est arrêté selon des objectifs déterminés et en fonction des demandes des membres du Gouvernement ou des organes et institutions habilités. Toutefois, des opérations de contrôle peuvent être effectuées en hors programme à la demande des autorités, précise le texte. L'IGF établit un rapport annuel faisant ressortir le bilan de ses activités, ses constatations et des réponses y afférentes, qu'elle doit remettre au ministre des Finances durant la 1^{er} trimestre de l'année suivant celle pour laquelle il a été établi : ce rapport n'est pas rendu public.

LSC

A nos lecteurs

Pour des raisons d'abondance de matière, le «Soir Corruption» n'est pas paru les 8 et 15 septembre 2008. Toutes nos excuses aux lecteurs du *Soir d'Algérie*.